



**Conseil Économique  
et Social**

Distr.  
GÉNÉRALE

E/1999/49/Add.1  
23 juillet 1999

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

Session de fond de 1999  
Genève, 5-30 juillet 1999  
Point 14 h) de l'ordre du jour

QUESTIONS SOCIALES ET QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME :  
DROITS DE L'HOMME

Lettre du 21 juillet 1999 adressée par le Secrétaire général  
au Président du Conseil économique et social

Suite à la lettre que je vous avais adressée le 5 mai 1999 et à laquelle était joint l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice du 29 avril 1999 concernant le différend relatif à l'immunité de juridiction, d'un rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme, j'ai l'honneur de porter ce qui suit à votre attention.

Lors d'une réunion, le 14 mai 1999, le Conseiller juridique a transmis officiellement un exemplaire de l'avis consultatif au Représentant permanent de la Malaisie auprès de l'Organisation des Nations Unies. À cette même réunion, le Conseiller juridique a fait valoir l'avis de la Cour selon lequel, entre autres, le Gouvernement malaisien avait failli à son obligation d'aviser les tribunaux malaisiens de la conclusion du Secrétaire général, dont la Cour avait retenu le bien-fondé, selon lequel Dato'Param Kumaraswamy jouissait de l'immunité de juridiction, et que "le Gouvernement malaisien est tenu de communiquer l'avis consultatif aux tribunaux malaisiens, afin qu'il soit donné effet aux obligations internationales de la Malaisie et que soit respectée l'immunité de Dato'Param Kumaraswamy" (soulignage ajouté). Le Conseiller juridique a également rappelé que, en application de la section 30 de la Convention, l'avis de la Cour devait être accepté par les parties comme décisif.

Dans sa lettre du 18 juin 1999, le Représentant permanent de la Malaisie a transmis une copie d'un fac-similé du Ministre des affaires étrangères de Malaisie, daté du 15 juin 1999, m'informant que le Gouvernement malaisien avait transmis l'avis consultatif aux autorités judiciaires compétentes. Le 29 juin 1999, le Conseiller juridique a rencontré de nouveau le Représentant permanent de la Malaisie pour accuser réception du fac-similé du Ministre des affaires étrangères et obtenir une communication officielle du Gouvernement malaisien sur les efforts ensuite faits pour remplir ses obligations. En l'absence d'une réponse du Gouvernement, le Conseiller juridique, dans une lettre du 8 juillet 1999 adressée au Représentant permanent de la Malaisie, a fait part de sa satisfaction de ce que le Gouvernement malaisien ait transmis l'avis consultatif aux autorités judiciaires compétentes et a demandé un complément d'informations sur la manière dont le Gouvernement donnerait effet à ses obligations et à l'immunité de juridiction du Rapporteur spécial.

Étant donné que le Conseil économique et social examinera la question à sa session de fond en cours, il conviendrait que vous sachiez que, en dépit des efforts du Conseiller juridique et des demandes présentées par Dato'Param Cumaraswamy pour que soient classés les quatre procès en instance devant les tribunaux civils malaisiens, les autorités judiciaires compétentes ont fixé au 6 août 1999 le premier procès, pour mise en état, fixé au 5 août 1999 l'audience relative à la demande de classement des deuxième et troisième procès et reporté la demande de classement du quatrième procès.

Kofi A. Annan

-----